



**LES
DÉMOCRATES**

N° 161-24/LD/PDT/SA

Cotonou, le 27 avril 2024

COMMUNIQUÉ

(Relatif à la marche organisée par les centrales syndicales CSA-BENIN, CGTB, COSI-BENIN et UNSTB)

Ce Samedi 27 avril 2024, la CSA-BENIN, la CGTB, la COSI-BENIN et l'UNSTB ont organisé à Cotonou, une marche pacifique contre la vie chère.

A l'annonce de l'organisation de cette marche, le Préfet du Littoral a voulu intimider les initiateurs en leur opposant le non respect des démarches administratives alors que les formalités idoines auprès des autorités compétentes avaient été accomplies.

Le Parti « Les Démocrates » rappelle avec insistance que le droit de manifester pour exprimer sa désapprobation des politiques des pouvoirs publics est universel car consacré par tous les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés auxquels notre pays a souscrit.

Le principe de ce droit dans sa mise en œuvre est déclaratif ce qui est un gage de l'adhésion des pouvoirs publics.

Mais, on comprend maintenant que la manœuvre du Préfet était d'interdire l'organisation de ladite marche.

Ceci fut confirmé avec le déploiement ce jour Samedi 27 avril 2024 de contingents entiers de forces de police pour encercler la bourse du travail et ses environs afin d'empêcher la marche. Nous avons assisté encore une fois à des scènes de violence inouïe, avec des gaz lacrymogènes lancés dans la foule pour empêcher l'expression d'un raz de bol.

06 BP 1325
Cotonou

+ 229 55 83 83 83
+ 229 66 69 33 33

Email : ldlesdemocrates@gmail.com

"Les démocrates, tous unis pour la patrie !"

Enregistré sous : 2020/N°043/MISP/DC/SGM/DAIC/SAAP/SA du 22 Décembre 2020 - IFU : 6202233184437

PARTI POLITIQUE

Cette violence est illustrative du tournant autoritaire et liberticide de ce régime qui est allergique à la contradiction et qui utilise les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) pour terroriser tout un peuple. En quoi cette marche pacifique aurait elle menacée l'ordre public ?

Le Parti « Les Démocrates » salue l'engagement des travailleurs et leur courage à mettre fin à l'interdiction déguisée des marches par la ruse du recours à l'autorisation

Nous demandons au gouvernement que soit restaurée dans notre pays la liberté de manifester pacifiquement comme prévu par l'article 25 de la Constitution.

Nous dénonçons la répression de la marche de ce jour et exigeons la libération immédiate et sans conditions de tous les travailleurs arrêtés dont les Secrétaires Généraux AMOUSSOU Anselme, BACHABI Moudachirou et CHADARE Noël.

Cette marche a sonné le réveil de notre peuple. Les prochaines marches se feront plus populaires et avec davantage de détermination.

En avant pour la reconquête des libertés, la restauration de la démocratie et des droits de l'homme.

Tous ensemble pour combattre la dictature.

Puisse Dieu fortifier notre unité et notre détermination dans le combat pour la restauration de la démocratie.

« Seule l'action crée le changement ».

Pour le Président, PO.
Le Secrétaire Administratif



Kamar OUASSAGARI

